

# Caractère agricole des Abris à Volailles photovoltaïques de NOVAFRANCE Energy

**Référence : Ordonnance de référé N° 2200719 du 04 mars 2022**  
**Tribunal Administratif de Rennes**  
**NOVAFRANCE Energy**

À la suite d'une requête déposée par NOVAFRANCE Energy, le Tribunal Administratif de Rennes a statué, par une ordonnance de référé le 04/03/2022, sur le caractère agricole des abris à volailles photovoltaïques de son concept.

Considérant : « ... 13. Les abris à volailles en cause ont pour vocation de créer des zones d'ombrage complémentaires au sein des parcours d'élevages visant à réduire le stress thermique des animaux ainsi que de créer des zones de protection, visant à limiter les attaques de prédateurs aériens, enfin de faciliter la mobilité des volailles au sein des parcours d'élevage pour permettre en particulier une meilleure répartition des déjections. Ces abris à volailles ont ainsi une destination principalement agricole, que ne saurait remettre en cause la circonstance que les toitures de ces abris seraient recouvertes par des panneaux photovoltaïques destinés à produire de l'électricité, et ce quelle que soit leur dimension. »

**Référence : Ordonnance de référé N° 2204326 du 24 Août 2022**  
**Tribunal Administratif de Bordeaux**  
**NOVAFRANCE Energy**

Le Préfet du Lot et Garonne a déposé une requête demandant la suspension de l'exécution d'un arrêté de permis de construire de 16 abris à volailles au bénéfice de NOVAFRANCE Energy. Le Tribunal Administratif de Bordeaux a statué, par une ordonnance de référé le 24/08/2022, en rejetant la requête du Préfet qui tendait à remettre en cause le caractère agricole des abris à volailles photovoltaïques du concept de NOVAFRANCE Energy.

Considérant : « ... 3. Il résulte de l'instruction que M. [REDACTED], agriculteur, exploite un élevage de 8 800 poulets bio sur un parcours de 5 hectares, comprenant deux bâtiments de type poulailler de 400 m<sup>2</sup> chacun. En vue d'améliorer le bien-être animal de son élevage et la protection contre les prédateurs aériens, l'exploitant a donné mandat le 20 juillet 2021 à la société Novafrance Energy pour conduire le projet de construction de seize abris à volailles sur l'ensemble du parcours de volailles afin de permettre aux poulets d'obtenir un ombrage substantiel et d'être moins exposé aux prédateurs aériens naturels (corbeaux, rapaces, etc.) Chaque abri à volailles, complètement ouvert, d'une superficie d'environ 250 m<sup>2</sup> sera équipé de modules photovoltaïques. »

**Référence : Ordonnance de référé N° 2303539 du 25 Juillet 2023**  
**Tribunal Administratif de Rennes**  
**NOVAFRANCE Energy**

À la suite d'une requête déposée par NOVAFRANCE Energy, consécutivement au refus d'un arrêté de permis construire de 14 abris à volailles sur la commune de Réminiac, le Tribunal Administratif de Rennes a statué, par une ordonnance de référé le 25/07/2023, sur le caractère agricole des abris à volailles photovoltaïques de son concept.

Considérant : « ... 10. Ainsi qu'exposé dans le dossier de demande de permis de construire, les abris à volailles en projet doivent permettre aux poules d'obtenir un ombrage substantiel et d'être moins exposées aux prédateurs aériens naturels (corbeaux, rapaces, ...). Ces abris répondent ainsi directement aux objectifs fixés par la réglementation rappelée au point 8. Il ne saurait donc être sérieusement contesté qu'ils ont une destination principalement agricole, que ne saurait remettre en cause la circonstance que les toitures de ces abris seraient recouvertes par des panneaux photovoltaïques destinés à produire de l'électricité. Par suite, le moyen tiré de ce que le maire de Réminiac aurait considéré, à tort, que le projet ne serait pas nécessaire à l'activité agricole exploitée par M. [REDACTED] et ne correspondrait à aucune des exceptions prévues par l'article L. 161-4 du code de l'urbanisme est propre, en l'état de l'instruction, à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'arrêté contesté. »